



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

N° 1 – Janvier 2003

Quelle Politique linguistique pour quel Etat-nation ?

SOMMAIRE

Foued Laroussi : *Présentation*

Guy Lemarchand : *Nation, Etat, mémoire et culture. Quelques jalons pour l'étude du cas français d'Etat-nation*

Laurent Puren : *Pédagogie, idéologie et politique linguistique. L'exemple de la Méthode Carré appliquée à la francisation de la Bretagne à la fin du XIX^e siècle*

Dora Carpenter-Latiri : *L'arabe, butin de guerre ?*

Gilbert Grandguillaume : *Arabofrancophonie et politiques linguistiques*

Salih Akin & Mehmet-Ali Akinci : *La réforme linguistique turque*

William Rodriguez : *L'Espagne en 2002 : un laboratoire glottopolitique*

Jean-Pierre Jeantheau : *Bélarus : de la langue à l'Etat*

Samantha Chareille : *Aspects institutionnels de l'aménagement linguistique du Mercosur*

M.A. Haddadou : *L'Etat algérien face à la revendication berbère : de la répression aux concessions*

Foued Laroussi : *Glottopolitique, idéologies linguistiques et Etat-nation au Maghreb*

Compte rendu

Philippe Blanchet : *Bavoux, Claudine, et de Robillard, Didier, (Dir.), Linguistique et créolistique, Paris, Anthropos, collection « univers créole » 2, 2002, 218 p.*

Débat

Jean-Baptiste Marcellesi : *Glottopolitique : ma part de vérité*

BELARUS, DE LA LANGUE A L'ETAT

Jean-Pierre Jantheau

Université Paris V

Le Bélarus, ancienne République Socialiste Soviétique de Biélorussie, est certainement un des pays les moins bien connus d'Europe. Son histoire, en particulier dans le domaine des politiques linguistiques, offre une illustration originale des rapports complexes qui peuvent lier langue, nation, Etat.

Le cas de ce pays est particulièrement intéressant, la reconnaissance du biélorusse comme langue étant directement à l'origine de la revendication identitaire, puis territoriale qui a conduit à la formation de l'Etat biélorusse. De plus, la langue, du fait d'une certaine volonté de prise en main de la dimension linguistique par le pouvoir politique de l'URSS puis du Bélarus naissant, a souvent été associée aux grands changements politiques du pays. Ainsi, ces dernières années au moins, deux grands changements de politique linguistique sont concomitants ou presque avec des changements politiques majeurs. Enfin, le Bélarus est l'exemple d'un pays dans lequel on peut observer le cas d'une lutte pour la survie, dans la sphère de l'utilisation la plus courante, non pas de la langue de la minorité ethnique mais de celle de la majorité ethnique, et ce malgré - ou à cause de - un encadrement législatif prenant en compte ces deux langues.

Ces problèmes seront abordés à la fois grâce à une approche historique, fondée sur des documents provenant des archives du Parti communiste biélorusse, au dépouillement et à la compilation des statistiques disponibles et à une enquête menée par nos soins auprès d'environ 4000 familles de Minsk en 1998.

I Quelques points historiques sur la langue biélorusse et son développement

Les langues slaves de l'Est comprennent le russe, l'ukrainien et le biélorusse. Elles ont un ancêtre commun, le « protoslave », et se seraient différenciées du fait d'évolutions locales indépendantes et d'influences particulières. Schématiquement, le russe aurait subi l'influence des langues ouraliennes (Nord de la Russie, Finlande), l'ukrainien des langues turques, le biélorusse des langues baltes et du polonais. D'après les partisans de la langue biélorusse, ces trois langues étaient déjà très différenciées au Xe siècle, suffisamment du moins pour parler de langues différentes. Les russophiles prétendent qu'à cette époque on ne trouvait que des variantes dialectales d'une même langue slave de l'Est, le russe. Les contemporains ne voyaient pas dans les différences lexicales une différence de langue et employaient un seul et même nom.

Si les défenseurs actuels de la langue biélorusse font remonter son utilisation au Moyen Age, lui attribuent le statut de langue officielle du Grand Duché de Lituanie et le titre de troisième langue de traduction de la Bible, pendant tout le début du XIXe siècle, il n'existe guère de production en langue biélorusse. C'est avec les premières études polonaises ou russes de linguistique descriptive et ethnographique que la trace de la langue biélorusse réapparaît. Elle ressurgit comme sujet d'étude, mais dans le même temps comme langue d'écriture. En effet, c'est à cette époque que les premiers auteurs littéraires biélorusses modernes font leur apparition, tels Barchevski (Barszczewski en polonais), Rypinski ou encore Marcinkievič.

Avec les premières descriptions des parlers de l'actuel Bélarus se pose le problème de leur classification. Suivant les auteurs, on constate deux options : leur rattachement à une langue déjà décrite, soit le polonais, soit le russe, ou leur regroupement en un ensemble original distinct des deux langues citées. La première option est encouragée par le phénomène de proximité linguistique bien connu qui veut que, sur le terrain, les changements linguistiques soient progressifs ; la seconde repose sur la mise en évidence d'un noyau commun à tous les dialectes biélorusses différent des noyaux du russe ou du polonais. L'option de la langue originale finira par triompher, mais non sans difficulté.

Ainsi, la phase de « grammatisation » du biélorusse « moderne »¹ commence au milieu du XIXe siècle avec les premières grammaires, celle de Chpilevski (1853) et celle de Niedzeski (1854), qui sont rejetées par l'Académie des Sciences Impériale sous prétexte « qu'un dialecte ne peut avoir de catégories grammaticales propres » (Mc Millin, 1967 : 210). Cependant, en 1884, Ia. F. Karski² obtient sa maîtrise de philologie sur le sujet : « *Table des sons et forme du parler biélorusse* »³ et par la même occasion fait accéder les parlers biélorusses au rang de langue reconnue par l'administration impériale.

II Naissance d'une nation biélorusse sur critères linguistiques

Lors du recensement de 1897, étudié par Robert A. Lewis et Richard H. Rowland⁴, la nationalité biélorusse, attribuée en fonction de la langue maternelle déclarée ou pratiquée, apparaît dans les statistiques. Mieux, dans les cinq *gubernias* de l'ouest de l'empire russe, les Biélorusses sont très largement majoritaires ! En effet, l'empire russe, et c'est déjà inscrit dans sa désignation, n'est pas un Etat-nation. Il assume sa diversité ethnique et utilise dans ce domaine pour instrument de classification de ses sujets les langues qu'il reconnaît et ses sujets utilisent. Sans la reconnaissance du biélorusse en tant que langue, la majorité des habitants des *gubernias* de Minsk, Brest, Vitebsk, Grodno, Moghyliev auraient probablement été comptabilisés comme polonais ou russes. Pour cette raison, on peut dire que le peuple biélorusse doit son existence administrative aux travaux des linguistes.

A cette époque, peut-on dire que la nation biélorusse existe ? Oui, si on se réfère à Lavroff⁵, en raison de la langue, bien qu'il manque la volonté exprimée de vivre ensemble ! Le peuple biélorusse est ethniquement homogène, ses membres occupent un territoire continu,

¹ En mettant de côté la langue du Grand-Duché de Lituanie

² Sa grammaire de 1922 restera célèbre, elle est d'ailleurs le plus souvent citée comme étant la première grammaire de biélorusse.

³ « *Obrazov zvoukov i form bélarouskoï réchi* ».

⁴ « Urbanisation in Russia and the USSR : 1897-1966 » *Annals of the Association of American Geographers*, 1969.

⁵ Dmitri George Lavroff (1993 : 13) : « *Qu'est ce que la nation ? Pour les uns c'est une communauté de langue, pour d'autres communauté de religion, ..., il arrive qu'elle soit fondée sur la race. Le plus souvent c'est un mélange de divers éléments dominés par la volonté de vivre ensemble. La nation n'est jamais une réalité mais une représentation que l'on se fait de la réalité.* »

ils possèdent un fonds de traditions communes, ils sont chrétiens (les Juifs sont dans l'empire tout comme dans l'URSS considérés comme une nation). En revanche, les Biélorusses sont des paysans, ils sont presque totalement absents des villes qui jalonnent leur territoire, 98 % d'entre eux vivent dans des agglomérations de moins de 2000 habitants. Rares sont ceux qui accèdent à l'instruction et à des positions de pouvoir. L'édition de 1895 de la *Grande encyclopédie* ne mentionne aucune école en biélorusse dans les cinq *gubernias* citées plus haut, mais seulement des écoles en yiddish et surtout en russe.

Tableau 1. Répartition des locuteurs biélorusses par taille des villes de Biélorussie en 1897 d'après Guthier (1977 : 270-283)⁶

Taille des villes	nombre de villes	population totale	% de Biélorusses
2000-5000 hab.	17	63 723	36.0
5000-10000 hab.	18	134 824	25.4
10 000-20 000 hab.	6	80 852	22,6
20 000 - 50 000 hab.	6	209 811	14,8
Plus de 50 000 hab.	3	311 315	7,3
Total villes de plus de 2000 hab.	50	800 525	16,1

Le recensement de 1897 a d'autres conséquences, puisqu'une fois les proportions de Biélorusses connues, on peut dessiner l'aire du parler biélorusse, fondement d'une revendication territoriale pour un Etat biélorusse.

III La naissance d'un Etat biélorusse sur base nationale

La Révolution russe offre l'occasion, en 1918, de l'apparition d'une éphémère République démocratique de Biélorussie, qui sera rapidement remplacée en 1919 par la RSS de Biélorussie. La nation biélorusse a trouvé un cadre étatique, aux frontières discutées mais englobant la plupart des locuteurs du biélorusse. Pour mesurer l'importance de cet événement, il faut se rappeler qu'avant 1918, le territoire actuel du Bélarus n'est jamais apparu comme une entité géopolitique bien déterminée ; il a pratiquement toujours fait partie d'ensembles étatiques plus importants : Russie (Ruthénie) de Kiev, Grand Duché de Lituanie, Rzecz Pospolita, Empire russe. Durant ces périodes, aucune subdivision administrative n'a jamais correspondu à l'Etat actuel du Bélarus, même de loin. La Révolution d'octobre apporte donc au peuple biélorusse une structure administrative et politique propre, même si elle est complètement subordonnée aux instances et à l'organisation de l'URSS. Cette situation est très provisoire, puisque la guerre avec la Pologne aboutit en 1923 à amputer la RSSB de sa moitié occidentale, qu'elle ne récupèrera qu'en 1939.

La création concrète de l'entité biélorusse est due à la rencontre d'un mouvement identitaire fondé sur l'utilisation de la langue biélorusse et du premier mouvement de la révolution bolchevique qui, avant même son arrivée au pouvoir, pour des raisons tout autant philosophiques que stratégiques, attachait une grande attention aux problèmes linguistiques. Cette conjonction a permis la création embryonnaire d'une première entité politique biélorusse, très vite récupérée par le pouvoir soviétique naissant. Celui-ci a pérennisé cette entité biélorusse, tout en la maintenant intégrée au schéma de l'URSS, et l'a même renforcée pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale.

⁶ Les tableaux donnés ici ont été établis en reprenant l'ensemble des informations contenues dans l'article.

La RSS de Biélorussie est, dès sa création, un Etat-nation, dans la mesure où elle a été créée pour fournir au peuple biélorusse une entité politico-administrative. Dans sa recherche initiale de stabilité, l'Etat soviétique, résolument multinational, a encouragé la diffusion du biélorusse, fondement de l'identité nationale biélorusse. Dans les années 20, la politique linguistique menée est en fait une politique éducative. L'objectif du pouvoir soviétique est, pour des raisons politiques, d'alphabétiser le plus vite possible la population. Alphabétiser le peuple biélorusse dans sa langue plutôt qu'en russe paraît plus simple et rapide. La RSSB se couvre donc d'écoles en langue biélorusse. Cependant les non-Biélorusses, suivant le même principe, peuvent être scolarisés en RSSB dans leur langue, essentiellement en yiddish (avant 1942), russe, polonais (après 1939), lituanien et ukrainien.

Le tableau 2, qui prend en compte les années staliniennes, montre l'impact en faveur de la langue biélorusse que représente la création de la RSSB.

Tableau 2.

RSSB	Population en milliers d'habitants	Biélorusses	Russes	Juifs	Population parlant biélorusse	Citoyens biélorusses parlant biélorusse	Citoyens biélorusses parlant russe
1926	4 982	80,6 %	7,7 %	8,2 %	62,2 %	82 %	17,6 %
1959	8 054	81,1 %	8,2 %	1,9 %	79 %	93,2 %	6,8 %

Construit d'après Guthier, 1977.

IV La montée du russe et de la centralisation au sein de l'Etat multinational soviétique

Dans les années 30, alors qu'aucune législation n'impose aux familles de langue d'enseignement pour leurs enfants, Staline rend obligatoire l'apprentissage du russe comme langue de communication interethnique. A partir du 13 mars 1938, tous les élèves se doivent de l'étudier. La nouvelle constitution biélorusse de 1937, établie sur le modèle soviétique de cette époque, ne traite pas du problème des langues et laisse un vide propice à la culture la plus puissante, alors que celle de 1921 prévoyait quatre langues nationales : biélorusse, russe, yiddish et polonais !

Après la phase initiale de préservation de l'essentiel des territoires et peuples de l'Empire russe face au danger du démantèlement qui a conduit à la reconnaissance officielle de plus de 50 langues, le pouvoir soviétique a recours, afin de rationaliser le fonctionnement de l'Union, à la promotion d'une langue de communication interethnique commune : le russe. L'Armée rouge, pour les mêmes raisons, avait adopté, en 1933, le russe comme langue unique de commandement.

Cependant, la politique linguistique stalinienne est assez dans la ligne de celle de Lénine, et ce sont les épurations politiques qui, en touchant surtout les intellectuels nationaux, ont le plus nui au développement des langues nationales autres que le russe (Kreindler, 1982 : 12). L'URSS reste cependant dans les faits et les textes un Etat multinational et multilingue. Néanmoins le russe devient de plus en plus souvent la langue d'enseignement pour des populations non russes et systématiquement la première langue enseignée en cas d'enseignement dans une autre langue nationale.

Si l'URSS reconnaissait le peuple biélorusse et son droit à un territoire (la RSS de Biélorussie), elle a institué, de façon pérenne, un marché linguistique (Bourdieu, 1982 : 43), peu ou pas régulé, dans lequel le russe se voyait attribuer un rôle vraiment défini, langue de communication interethnique. Les autres langues devaient par leur propre vitalité et volonté assurer leur place à l'intérieur du territoire de chaque ethnie ou plus généralement à l'intérieur

de la communauté linguistique qui les portait. A ce moment, on peut même dire qu'un marché linguistique inégal a été créé.

La « reconquête » de la partie occidentale de la Biélorussie, immédiatement intégrée à la RSS de Biélorussie, entraîne entre 1939 et 1941 un large mouvement de « dépolonisation » et un bref renouveau de la politique de promotion du biélorusse. Celui-ci est choisi comme langue de cette reconquête, en raison du caractère très rural de la population à intégrer. Pour réussir en très peu de temps cette « biélorussisation », l'Etat soviétique envoie de nombreux enseignants sur le terrain, ouvre de nouvelles écoles, etc. Le changement de langue est effectué à une vitesse record, et servira d'argument de faisabilité beaucoup plus tard, après la Perestroïka, aux partisans de la « rebiélorussisation » du Bélarus.

Après la Seconde Guerre mondiale, la reconstruction du pays fait passer au second plan les changements linguistiques : quasi-disparition de la minorité juive et avec elle du yiddish, discrédit des milieux nationalistes favorables à la langue biélorusse du fait de la participation de certains des leurs au gouvernement anti-russe mis en place par les nazis pendant l'occupation du territoire, installation de nombreux Russes, en particuliers des cadres, venus contribuer au développement économique et à la diffusion de la langue russe. Ces derniers réclament, comme la constitution les y autorise, une scolarisation en russe pour leurs enfants.

V. La mise en place de l'appareil d'assimilation linguo-politique

La disparition de Staline, l'avènement de Khrouchtchev, puis celui de Brejnev, s'ils ne modifient pas fondamentalement la politique linguistique de l'URSS en faveur des langues nationales, génèrent une véritable russification de la société (Kreindler *op. cit.*). Les successeurs du « petit père des peuples » mettent en route une machine assimilatrice russo-communiste au service du rêve de puissance russe hérité du pouvoir tsariste. En effet, si Staline était personnellement un grand admirateur de la langue russe et s'il a glorifié le peuple russe après la Seconde Guerre mondiale, deux attitudes sans doute très favorables à l'expansion de la langue russe dans le contexte soviétique de l'époque, il est néanmoins resté fidèle au principe fondateur de l'URSS, en maintenant d'actualité le célèbre slogan : « National dans la forme, socialiste sur le fond ». D'autre part, l'influence du marrisme sur la linguistique marxiste soviétique, Marr étant lui-même un grand spécialiste des dialectes et langues minoritaires de l'URSS, quelles que soient les critiques théoriques, a maintenu l'idée d'une langue pour chaque peuple jusque dans les années 50 (Marcellesi, 1977 : 21).

La nouvelle politique linguistique se traduit, à partir des années 50, par la mise en concurrence des deux principales langues, dans le cadre d'un marché linguistique non régulé et inégal qui devait permettre à la langue la plus prestigieuse de supplanter peu à peu les langues nationales⁷, d'abord parmi les élites de toutes les Républiques puis dans les population slaves et enfin dans toute l'URSS.

En RSS de Biélorussie, la centralisation du système et la possibilité de faire des études supérieures à Moscou, ville quasi obligée pour une carrière bien menée, amènent les plus entreprenants à choisir le russe comme langue d'éducation. Le prestige de l'université de Moscou et de ses étudiants qui, de retour au pays, deviennent eux-mêmes des modèles, concourt à favoriser l'utilisation du russe. L'armée n'offre de promotion qu'à ceux qui maîtrisent parfaitement le russe, tout comme le Parti communiste. Si, dans chaque République, les cadres du Parti sont plutôt des autochtones, beaucoup sont plus à l'aise en russe que dans la langue du « peuple titulaire » de leur République. Dans une période de volonté d'unification de l'URSS, le russe s'affirme comme la langue des échanges inter-Républiques et, plus généralement, comme la langue d'accès à la culture mondiale. Tout

⁷ Au sens de l'URSS

concourt « naturellement » à « *l'assimilation linguo-culturelle* » (Litch, 1994 : 20), et surtout rien n'est fait pour fournir aux langues et cultures locales la possibilité de se développer, voire pour certaines de survivre.

Si certaines Républiques au fort passé nationaliste, comme les Républiques du Caucase, résistent et arrivent à préserver leur langue, la Biélorussie, surtout urbaine, se range du côté de la langue dominante de l'Union. Ce sont surtout les campagnes qui maintiennent leurs traditions et l'usage de la langue biélorusse. Parmi les intellectuels, seule une faible partie est biélorussophone, surtout des linguistes et des personnes travaillant directement sur la littérature ou la tradition biélorusse. Par contagion, parler le biélorusse revient à se donner une image de paysan, de quelqu'un de peu cultivé, d'un kolkhozien, de toute façon de quelqu'un en décalage par rapport au progrès technique triomphant. Dans certains milieux, cette pression sociale est si forte que certains jeunes falsifient leur nationalité au moment de l'établissement de leur « *propisca* » pour ne pas afficher leurs origines biélorusses.

A l'école, quand la langue d'enseignement est le russe, la langue nationale devient une matière secondaire aux yeux de beaucoup de parents. Khrouchtchev fait sauter le dernier verrou devant conduire à l'assimilation, en supprimant indirectement l'obligation d'enseignement dans la langue maternelle. Cette politique du « libre choix » rompt avec la théorie soviétique en matière d'éducation, qui veut que l'enseignement soit plus efficace dans la langue maternelle des élèves. Les conséquences sont immédiates pour les Républiques à majorité slave : de nombreux parents choisissent de passer au russe. Le phénomène n'est cependant pas brutal, dans la mesure où cette politique est introduite de façon un peu furtive et demande donc un certain temps pour se diffuser hors des cercles les plus soviétisés de la population. Cette politique sera combattue dès le début par les intellectuels nationalistes de chaque République, mais sans grands effets.

Très rapidement, dans les grandes villes de la RSS de Biélorussie, le russe prend la première place dans la communication véhiculaire ; à l'école les cours de biélorusse sont quasi facultatifs. A Minsk, le phénomène est encore plus criant et, à partir des années 60, il est rare de surprendre une conversation en biélorusse dans les rues. Nikita Khrouchtchev, visitant Minsk à cette époque, déclare que la Biélorussie sera la première République à abandonner sa langue nationale pour embrasser celle du socialisme triomphant.

Sous Brejnev, la tension assimilatrice ne faiblit pas, même si aucune mesure spectaculaire n'est prise. Ainsi, à Tachkent, en 1979, se tient une conférence intitulée : « *Langue russe, langue d'amitié et de coopération des peuples de l'Union soviétique* », lors de laquelle il est suggéré que les mémoires des étudiants soient obligatoirement rédigés en russe. En 1975, lors de la précédente conférence, on avait envisagé l'obligation du russe dans tous les jardins d'enfants. Des manifestations ont lieu à Tallin, d'autres troubles se produisent dans les autres Républiques baltes, la réaction des milieux intellectuels nationalistes est forte un peu partout en URSS, et en définitive l'application de la résolution est repoussée.

VI Perestroïka et renaissance de la revendication de l'Etat-nation indépendant

Il faudra attendre 1984 pour que les revendications sociolinguistiques concernant les peuples « minoritaires » trouvent un écho favorable. La Perestroïka a autorisé des ouvertures dans certains domaines qui étaient inconcevables dans les périodes précédentes. La langue fait partie de ces domaines. Les mouvements contestataires, essentiellement d'origine intellectuelle, se sont heurtés sur le terrain de la langue tout d'abord aux autorités locales, qui

restaient sur la perspective brejnevienne⁸ d'assimilation linguistique, avant de recevoir le soutien apparemment paradoxal, mais bienveillant, de l'appareil central du pouvoir soviétique.

A partir de ce moment-là, le Parti communiste biélorusse s'est emparé, non sans dissensions internes⁹ et plus ou moins directement, de la problématique linguistique en ayant l'impression de se trouver sur un terrain connu, par référence à la politique linguistique de Lénine. Il a pensé que s'engager sur ce terrain, *a priori*, ne remettait pas en cause de façon fondamentale son autorité. Il semble cependant que la nature du débat, ou du moins le contenu de la loi qui en a résulté, compte tenu de l'environnement extraordinaire de la fin des années 80, ait échappé à beaucoup des participants. En effet, on est passé d'un objectif de sauvegarde de la langue biélorusse, partagé par la quasi-totalité des intervenants, à une loi qui remettait en cause la domination du russe et ses effets, tentait même de l'abolir, voire, à terme, de renverser le rapport de force linguistique.

Une fois la loi pro-biélorusse votée par le Soviet suprême avec l'aval du Comité central du Parti communiste (janvier 1990), les événements ont montré que les Biélorusses, dans leur grande majorité, n'étaient pas prêts à une remise en cause radicale de la hiérarchie des langues dans leur pays. Malgré l'indépendance acquise l'année suivante, les lois linguistiques en faveur du biélorusse ont beaucoup de mal à entrer dans les faits. Et lors du référendum de 1995, portant entre autres sur la question linguistique, la population se prononce massivement pour l'accès du russe au statut de langue d'Etat à égalité avec le biélorusse, ce qui dans les faits donne un avantage au russe et met fin aux mesures de discrimination positive mises en place en faveur du biélorusse, qui reste cependant plébiscité comme langue identitaire. En fait, la plupart des Biélorusses ont intériorisé une domination symbolique du russe.

VII La domination symbolique du russe

Cette domination s'est construite dès la phase révolutionnaire, qui a vu le développement de la langue biélorusse en tant que langue de scolarisation, donc de langue d'accès à une culture, la culture biélorusse, et qui a permis la mise en place d'un discours sur l'importance de l'éducation et de la culture, tout en réservant les plus hauts degrés de celles-ci à la langue russe. De la même façon, le développement technique de la société biélorusse a été porté par les villes et par une culture technologique diffusée en russe. Ainsi, les Biélorusses les plus ambitieux ont choisi de privilégier, pour accéder aux fonctions les plus prestigieuses, la langue russe au détriment de leur langue. Ensuite, ils ont développé un argumentaire, repris par les ruraux eux-mêmes, visant à démontrer simultanément la supériorité de leurs fonctions, de leur statut d'urbains et de la langue russe sur une langue biélorusse rurale et paysanne. Cette dernière était reléguée, parfois non sans affection, au rang d'accessoire folklorique.

Ainsi, la période de biélorussisation n'a pas eu comme effet d'inverser les rapports de pouvoir entre les deux langues, mais a servi de transition vers la période de « domination linguistique symbolique »¹⁰ toujours actuelle. On est passé en quelque sorte d'une domination objective des Russes (ou des Polonais) et donc de la langue qu'ils utilisaient, qui s'inscrivait dans le cadre d'un affrontement dominant/dominé de type ethnique dans lequel les ethnies dominantes et dominées étant identifiées par la langue qu'elles portaient, à une domination symbolique de la langue russe sur la langue biélorusse à l'intérieur même de l'ethnie biélorusse. La période de domination objective s'est terminée officiellement avec la chute de l'empire russe, alors que la domination symbolique du russe s'est progressivement installée,

⁸ Avant Kreindler on aurait pu dire khrouchtchevo-brejnevienne.

⁹ Comme en témoignent les archives du Comité central du PCB (Jeantheau, 2001).

¹⁰ En reprenant le concept de domination symbolique de Bourdieu (1998).

massivement depuis les années 50, mais surtout après la fin du stalinisme. Comme on l'a déjà dit, l'affrontement dominant / dominé, russe / biélorusse, recouvrait d'autres conflits, entre la ville et la campagne ou entre les lettrés et les non-lettrés, qui nourriront par la suite la domination symbolique.

Si on parle ici de domination symbolique, c'est qu'il semble bien qu'elle soit, contrairement à la période de la fin de l'Empire, inscrite non seulement dans la hiérarchie des pouvoirs mais aussi dans la pensée de la plupart des Biélorusses. Même si certaines oppositions Biélorusses ruraux et cadres russes urbains monolingues peuvent être trouvées encore de nos jours, on reste globalement en Biélorussie dans le schéma de bilinguisme prôné par l'URSS, ce qui induit de fait, dans le contexte biélorusse, une hiérarchisation des langues portées par le même individu. L'enquête menée à Minsk montre que la supériorité du russe, en matière d'efficacité sociale, est acceptée et intériorisée par la grande majorité des Biélorusses.

Comme on l'a déjà dit, cette construction de la domination symbolique du russe sur le biélorusse a été favorisée par le pouvoir central soviétique et aussi par la forme dictatoriale de ce régime. Ainsi, l'effritement des idéaux communistes a permis la résurgence dans l'ensemble des pays de l'ex-URSS des mouvements nationalistes et surtout du sentiment national fondé sur une appartenance ethnique marquée par une pratique linguistique. Mais l'adhésion populaire a été plus forte dans d'autres pays voisins, probablement en raison de cette domination symbolique du russe qui a entraîné le Bélarus, pendant le premier mandat du président Loukachenka, vers la recherche d'une Union avec la Russie.

Certains pays proches du Bélarus ont réussi le coup de force de renverser dans la loi, puis dans la vie courante, le rapport de force entre leur langue et le russe. Il leur a fallu une détermination sans faille, qui a manqué aux autorités biélorusses, mais il faut reconnaître aussi qu'ils ont pu s'appuyer sur une différenciation de leur peuple par rapport aux Russes ne reposant pas essentiellement sur la langue (Lorot, 1991 : 15) mais trouvant des racines dans une ethnicité¹¹ plus marquée ou un passé historique plus indépendant et prestigieux que celui communément attribué aux Biélorusses. En fait, dans ces pays, la supériorité de la langue russe était plus perçue comme un phénomène exogène, attribuée à une présence étrangère massive ayant une histoire bien identifiée¹², que comme un état immémorial, accepté et intériorisé.

VIII Etat biélorusse et langue d'Etat

La République du Bélarus est un Etat, c'est-à-dire « ... un ensemble d'hommes ou de groupements humains politiquement organisés, qui ont en commun les mêmes institutions politiques, obéissent aux mêmes lois imposées par le même pouvoir » (Sieyes, cité par Lapierre, 1988) ou encore une organisation qui s'efforce de fonctionner suivant des règles fixes, écrites, initiées par des individus auxquels on reconnaît ce pouvoir. Dans le cas de la République du Bélarus, ce pouvoir est donné, suivant les règles d'une constitution, par les citoyens à un président élu démocratiquement et à un parlement. C'est une organisation reconnue par les autres organisations semblables et par des organisations dont les membres sont eux-mêmes des Etats. Les gouvernants de cet Etat sont amenés pour remplir leurs fonctions à s'exprimer et même à dialoguer à la fois entre eux, avec leur administration et avec les habitants de leur pays, leurs administrés. Ils le font d'une façon qu'ils souhaitent efficace et donc, dans le contexte de leur administration, codifiée. D'où le recours à une langue (ou des langues) commune(s) à toute l'administration du pays, aux publications

¹¹ Y compris au sens de la langue, l'estonien n'étant pas une langue indo-européenne.

¹² Les pays Baltes ont été annexés en 1944.

officielles, etc. Au Bélarus, comme dans d'autres pays issus de l'URSS, cette langue a reçu le statut et le nom de langue d'Etat.

Langue nationale, langue officielle et langue d'Etat ne sont pas distinguées en France. En revanche cette distinction existe dans la plupart des pays issus de l'ex-URSS et se fonde essentiellement sur la séparation de la citoyenneté et de la nationalité, qui elles aussi ne font qu'un dans de nombreux pays européens de l'Ouest et du Sud. Les législations, telle celle du Bélarus, permettent la reconnaissance officielle non seulement de la ou des langues de fonctionnement de l'Etat, mais aussi de l'existence (de l'emploi) d'autres langues propres aux populations ethniques (nations) considérées comme originaires du pays. Elles fixent également un cadre légal rendant possible leur utilisation dans certaines circonstances autres que privées, en particulier comme médium dans le domaine de l'éducation.

Dans tous les cas, la langue officielle de l'administration est codifiée, ou encore normalisée ou standardisée et adaptée si besoin à ses nouvelles fonctions. Dès lors, elle fait l'objet de la part des autorités d'une politique particulière de gestion. Cette politique consiste en général à désigner un collègue (ou plusieurs) de personnalités et de spécialistes chargé de légiférer sur sa nature ou sur ses attributs, sur ce qui en fait partie, ce qui n'en fait pas partie, etc. En fait, cette langue, contrairement au langage en usage dans la communication réelle, surtout orale, ne se négocie pas entre deux ou plusieurs locuteurs ayant des messages à échanger (Bakhtine/Volochinov, 1928 : 31 ou 1929 : 101) mais à l'intérieur d'un petit cercle d'experts. Si le résultat de la négociation interindividuelle ne laisse de trace qu'au niveau des participants, surtout dans le cas d'un échange oral, les délibérations du collège d'experts sont répertoriées et publiées d'une façon ou d'une autre, de sorte qu'elles reçoivent la publicité qui convient.

IX L'Education, principal instrument de politique linguistique de l'Etat-nation biélorusse

En raison des nécessités de son fonctionnement, l'Etat moderne essaie de s'assurer que la langue qu'il a choisie pour assurer sa communication, interne comme externe, est et reste accessible sur la période la plus longue possible à une partie importante, voire la totalité, de ses citoyens. La tâche de diffusion de cette langue d'Etat est assurée par les divers médias pour les adultes mais ce rôle revient surtout à l'école dans le cas particulier des enfants.

Dans les Etats modernes du vingtième siècle, la politique de diffusion de la langue officielle (ou des langues officielles) auprès des habitants, qui utilisent comme on l'a vu toutes sortes de parlars véhiculaires, a trouvé en l'école sa principale courroie de transmission. Généralement cette école est aussi une école d'Etat, même si ce n'est pas partout le cas.

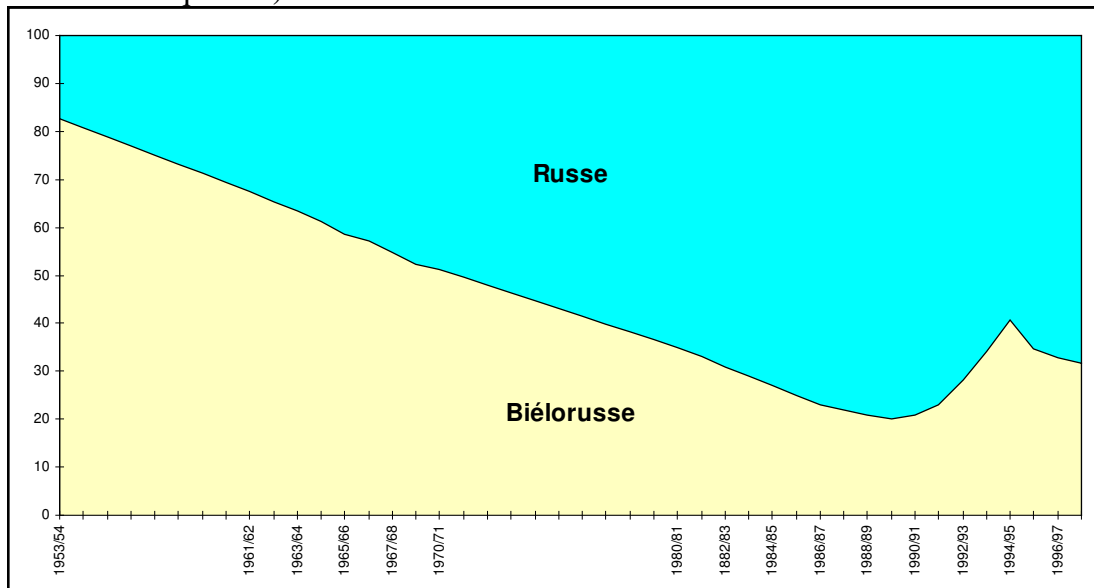
Cette fonction de diffusion est si prégnante que de nombreux auteurs ont souligné l'importance de l'école comme révélateur de la politique linguistique d'un pays :

« Le choix des objectifs linguistiques de l'éducation doit dépendre et être solidaire de la politique linguistique. C'est essentiellement une décision politique qui, loin d'être indépendante de la politique linguistique et culturelle du pays en question, en est l'une des principales manifestations. » (Siguan et Mackey, 1986 : 12).

Le cas biélorusse, comme nous l'avons évoqué plus haut, illustre la place prépondérante de l'éducation en tant que moyen de mise en application des politiques linguistiques définies, ou à l'inverse comme révélateur des politiques linguistiques mises en œuvre. Dans le graphique présenté ci-dessous, les infléchissements de la courbe des taux de scolarisation en langue biélorusse (ou russe) marquent à la fois les changements de politique linguistique et ceux de régime politique.

Tableau 3.

Scolarisation en biélorusse ou en russe. 1954-1998 (par extrapolation linéaire pour les données manquantes) .



sources : Ministère des statistiques puis Ministère de l'éducation (publications statistiques des années en abscisse)

Ainsi, ce sont autour des dispositions pratiques concernant les langues d'enseignement ou la place des langues enseignées qu'ont eu lieu les débats les plus passionnés. L'étude des débats (Jeantheau, 2001 : 114-123) qui se déroulèrent au parlement biélorusse lors du vote de la loi sur les langues en janvier 1990 a montré qu'en ce domaine quelques mots, « selon la volonté des parents », ajoutés ou retranchés d'un paragraphe concernant la langue d'éducation, pouvaient changer la nature de la loi et entraîner les débats les plus passionnés voire féroces, mais aussi les moins compris de la majorité des membres du Soviet suprême et de la population biélorusse. On a vu également que c'est sur ce domaine de l'éducation que la loi a provoqué le plus d'opposition et que la politique de biélorussisation de la jeune République du Bélarus a achoppé.

Il n'en reste pas moins que, malgré des reculs évidents, certains points comme l'enseignement obligatoire du biélorusse (à défaut d'enseignement obligatoire en biélorusse) ont survécu au référendum de 1995, qui marque une importante inflexion de la politique linguistique au Bélarus, et sont porteurs de possibilités de changements futurs.

Conclusion

Au Bélarus, langue, nation et Etat, ont été et sont toujours très liés. Tout au long de l'histoire linguistique du Bélarus, on les voit interagir. Ainsi, c'est la disparition de l'Etat ruthénien de Kiev qui a créé les conditions d'une différenciation marquée des trois langues slaves de l'Est. En revanche la reconnaissance officielle de la langue biélorusse a permis l'émergence formelle du peuple biélorusse et de sa revendication territoriale, qui aboutira à la création d'une entité politico-administrative biélorusse. La première forme de l'Etat biélorusse a unifié la langue de ses citoyens et accru sa diffusion en particulier dans le domaine de l'écrit, en se servant de l'école. La mise en concurrence de la structure étatique biélorusse avec une structure supranationale (au sens occidental) a introduit dans l'administration de l'Etat une rivalité linguistique entre le biélorusse et le russe, reprise au sein de la population et de l'enseignement. Le processus d'assimilation linguo-politique a été remis en question avec le changement politique de la Perestroïka, qui a donné un nouvel

espace au débat linguistique. L'indépendance de 1991, dont la principale légitimation reste la langue biélorusse, a réussi à remettre en cause la politique linguistique au Bélarus. Le pays s'est d'abord orienté vers une conception d'Etat-nation avec le biélorusse comme unique langue d'Etat, pour revenir dans la perspective d'une Union (préalable à une fusion) avec la Russie vers l'assimilation linguo-politique et enfin retourner, après le refus de la fusion par la Russie, vers un avenir d'indépendance politique réelle. Cette orientation s'est accompagnée d'un retour en grâce, ces dernières années, de la langue biélorusse, comme le montre la disparition quasi systématique du russe pour les affichages officiels.

Les résultats obtenus lors de l'enquête menée à Minsk, associés à ceux fournis par l'Académie des sciences de Russie, confirment l'importance de la langue biélorusse comme facteur identitaire de la population. Lors du dernier recensement de 1999, pour la première fois depuis la dernière guerre mondiale la proportion de citoyens revendiquant le biélorusse comme langue maternelle a augmenté. Les parents biélorusses déclarent accorder de l'importance à l'apprentissage par leurs enfants de la langue biélorusse et il semble qu'en moyenne les jeunes aient une meilleure maîtrise du biélorusse que leurs parents.

Ainsi, malgré les apparences immédiatement accessibles et les écrits de certains spécialistes des pays voisins du Bélarus, la langue biélorusse n'est pas engagée définitivement dans la voie de la disparition, même si sa situation est difficile. Elle apparaît comme une langue cachée, mais présente en bonne place dans l'imaginaire linguistique des Biélorusses. Cependant, on peut difficilement imaginer qu'une telle situation perdure à l'infini et donc, dans une grande mesure, l'avenir de la langue biélorusse dépendra de la politique linguistique qui sera menée dans les années à venir. Le recours à une politique du « laisser faire » ou en matière d'enseignement des langues nationales du « laisser choisir » est, comme l'a montré l'histoire linguistique de la Biélorussie, un handicap pour la langue la plus faible, et pourrait gravement gêner le développement de la langue biélorusse. Cependant, l'indépendance du pays et la croissance du sentiment national créent les conditions d'un développement positif de la langue biélorusse, y compris dans l'usage courant. Ce mouvement devra, néanmoins, être aidé par une politique linguistique volontariste.

Bibliographie

- BAKHTINE M. / VOLOCHINOV N., 1927, *Frejdzizm*, Moscou.
- BAKHTINE M. / VOLOCHINOV N., 1977, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Editions de minuit, Paris.
- BOURDIEU P., 1982, *Ce que parler veut dire*, Arthème Fayard, Paris.
- BOURDIEU P., 1998, *La domination masculine*, Seuil, Paris.
- CALVET L.-J., 1977, *Marxisme et Linguistique*, Payot, Paris.
- CALVET L.-J., 1987, *La guerre des langues*, Payot, Paris.
- CALVET L.-J., 2002, *Le marché aux langues*, Plon, Paris.
- DRWESKI B., 1993, *La Biélorussie, Que sais-je ?*, Presses Universitaires de France, Paris.
- DRWESKI B., 1998, « Biélorussie : une société avide de stabilité dans un régime autoritaire », dans *Notes et études documentaires*, n° 50083-84, La documentation française, décembre 1998.
- GUTHIER S. L., 1977, « The Belorussians : National identification and assimilation, 1897-1970 », dans *Soviet Studies*, vol. XXIX, n° 2, April 1977, pp. 270-283.
- JEANTHEAU J.-P., 1999, « Papiapedniia visnovi biélaroussaznauichnaga sociialinguistichnaga apitania », dans *Kontakti i dialogui*, Minsk avril 1999.
- JEANTHEAU J.-P., 2000, « Mova kliéba i mova tsertsa », dans *Nastanitskaia gaziéta*, Minsk 17/02/2000.

- JEANTHEAU J.-P., 2001a, *Les choix linguistiques parentaux en milieu scolaire au Bélarus. Révélateurs des politiques et du conflit linguistique (1984-1998) approches statistique et historique*, Thèse de Doctorat.
- JEANTHEAU J.-P., 2001b, « Statistiticheski sposob isoutchenia sociolingvouisticheskoi situatsi v. gorod minské », dans *Biélarouskaia mova*, n° 19, pp. 212-222, Minsk.
- JEANTHEAU J.-P., 2002, « Minsk Schoolchildren Parents and the Linguistic Market », dans *Actes du Symposium de Minsk sous l'égide de l'UNESCO : « Diversity of Languages and Cultures in the Context of Globalisation »*, Minsk.
- KREINDLER I., 1982, « The changing status of Russian in the Soviet Union », dans *International Journal of the Sociology of Language*, n°33, Mouton, La Hague.
- LAPIERRE J.-W., 1988, *Le pouvoir politique et les langues*, Presses Universitaires de France, Paris.
- LEWIS R. A., 1969, ROWLAND R. H. *Urbanisation in Russia and the USSR : 1897-1966*, Annals of the Association of American Geographers.
- LITCH L., 1994, *Kak prinali zakon ab movakh*, Minsk.
- LOROT P., 1991, *Le réveil Balte*, Hachette, Paris.
- MARCELLESI J.-B., 1977, « Langage et classes sociales. Le Marrisisme », dans *Langages*, Larousse, n°46, Juin 1977, pp. 3-58.
- MARPLES D. R., 1998, « National Consciousness in Belarus : the Soviet Period and Beyond », dans *Belarussian Revue*, Fall, vol. 10, n°3.
- MARTEL A., 1929, *Les Blancs Russes*, Delpeuch éditeur, Paris.
- Mc MILLIN A. B., 1966, « 19th century Attitudes to Belyorussian before Karski » dans *The Journal of Belyorussian Studies*, vol. I, n°2, Year II, London, 1966, pp. 103-109.
- Mc MILLIN A. B., 1967, « Academician Ia. Karski (1861-1931) », dans *the Journal of Belyorussian Studies*, Vol I, n°3, Year III, London, 1967, pp. 207-214.
- SIGUAN M. et MACKKEY W.F., 1986, *Education et bilinguisme*, UNESCO-Delachaux & Niestlé, Unesco.
- WOOLHISER C. F., 1995, « The sociolinguistic study of language contact and bilingualism in the former Soviet Union : The case of Belarus », dans *When East Met West*, Mouton de Gruyter, Berlin.
- ZAPROUDSKI S., 1991, *Tchéloviek iz prochlo, ili pochémou troudno stirat " biélié piatna " v istorii biélorouskova iazikoznania*, Niéman, Minsk.
- ZAPROUDSKI S., 1997, « Public affirmation of belarussian language and individual rights of belarussian-speaking people », Conférence « Linguistic human rights », Budapest.
- ZAPROUDSKI S. / LAOUJAL G., 1997, « La vitalité ethnolinguistique subjective et identification ethnique », conférence internationale « La langue biélorusse dans la 2^{ème} moitié du 20^e siècle », Minsk, 22-24 octobre 1997.
- ZAPRUDNIK I., 1993, *Belarus, at a Crossroads in History*, Westwiew Press, Oxford.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Mehmet Akinci, Sophie Babault, André Batiana, Claude Caitucoli, François Gaudin, Normand Labrie, Philippe Lane, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Dalila Morsly, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Gisèle Prignitz, Richard Sabria, Georges-Elia Sarfati, Bernard Zongo.

Conseiller scientifique : Jean-Baptiste Marcellesi.

Rédacteur en chef : Claude Caitucoli.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Louise Dabène, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Suzanne Lafage, Jean Le Du, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolai, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffelec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture : constitué selon le thème du numéro sous la responsabilité de Claude Caitucoli